Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'Etat
le 6 janvier 2020

CONSEIL DE PARIS

Extrait du registre des délibérations

Séance des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019

2019 V. 590 Vœu relatif à la situation des personnes sans abri à Paris.

Le Conseil de Paris,

Considérant que la Maire de Paris a fait de la lutte contre l'exclusion la grande cause de la mandature et que cet engagement a donné lieu en 2015 à la signature du Pacte parisien de lutte contre la grande exclusion avec les tous les partenaires (institutions, associations, entreprises) ;

Considérant que le Pacte a permis d'insuffler une méthode partenariale pour mettre en œuvre une politique concertée entre les différents acteurs qui repose sur des piliers incontournables que sont l'accès aux droits, la prévention, l'intervention et l'insertion;

Considérant la mobilisation forte de nombreux acteurs de la lutte contre la grande exclusion lors de la 4ème rencontre annuelle des acteurs du Pacte organisée le 16 octobre 2019 ;

Considérant que les partenaires du Pacte parisien ont reconnu des avancées notables en matière de lutte contre l'exclusion ;

Considérant le soutien de la Ville de Paris au collectif des Morts de la Rue ;

Considérant que la Ville de Paris a choisi de mener une politique volontariste contre la pauvreté et l'exclusion sociale conduisant la capitale à disposer de plus de 23 000 places d'hébergement d'urgence et d'insertion ouvertes tout au long de l'année, dont 7000 sont mises à disposition dans du domaine intercalaire de la Ville ou financées directement par la Ville ;

Considérant que la lutte contre l'exclusion et l'hébergement d'urgence relèvent pourtant de la compétence de l'État ;

Considérant que si ces avancées sont notables la dernière Nuit de la Solidarité a permis de décompter 3 641 personnes en situation de rue ;

Considérant que l'étude menée par l'APUR à partir des questionnaires passés lors de la Nuit de la Solidarité permet de mieux comprendre les parcours des personnes à la rue et d'adapter les politiques publiques mises en œuvre ;

Considérant, qu'à l'issue de la première Nuit de la Solidarité, la Ville de Paris a structuré un réseau

de dispositifs destinés aux femmes à la rue dont le nombre est en augmentation ;

Considérant que la Ville mène une politique ambitieuse des prestations d'aides sociales municipales en permettant chaque année à près de 200 000 Parisien.ne.s de bénéficier d'une aide sociale municipale pour un montant de près de 190 millions d'euros ;

Considérant que le Centre d' Action Sociale de la Ville de Paris est bien souvent le dernier guichet ouvert pour permettre aux Parisien.ne.s d'ouvrir leurs droits (en l'absence de guichets CNAV, CNAM etc.) ;

Considérant qu' en matière de prévention, la Ville et ses partenaires ont permis de diminuer les expulsions locatives de 30% depuis 10 ans alors qu'elles augmentaient de 46% à l'échelle nationale ;

Considérant que parallèlement plus de 2 000 logements nouveaux dans des résidences sociales et pensions de famille ont ouvert depuis 2015, permettant une insertion durable des personnes sans-abri ;

Considérant que les personnes sans-abri ont accès aux résidences sociales et aux EHPAD du CASVP ;

Considérant par ailleurs qu'à Paris tous les bénéficiaires du RSA bénéficient d'un accompagnement alors qu'au niveau national près d'un bénéficiaire sur quatre n'est toujours pas accompagné au bout de six mois ;

Considérant que l'Etat a réduit de 57 M€ sur quatre ans les budgets affectés aux centres d' hébergement et de réinsertion au détriment de l'accompagnement social et donc d' une insertion réussie des personnes accompagnées ;

Considérant le principe de continuité présent à l' article L345-2-3 du Code de l'action sociale et des familles indiquant que les personnes hébergées doivent être maintenues dans la structure d'hébergement jusqu'à ce qu'elles soient orientées vers une structure adaptée à leurs besoins;

Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris poursuive activement la mobilisation de son domaine intercalaire pour le mettre à la disposition de l'Etat afin de développer une offre d'hébergement;
- Que la Ville de Paris demande de nouveau à l'Etat d'assurer la continuité des prises en charge pour mettre fin aux remises à la rue ;
- Comme lors des éditions précédentes, que les données qui seront collectées dans le cadre de la Nuit de la Solidarité 2020 permettent à l'Etat et à la Ville d'adapter leurs politiques aux besoins des personnes sans-abri, notamment les plus vulnérables.